

European Monetary Integration. Past, Present and Future. PENTECOST, *Eric J. et André* VAN POECKN. *Northampton MA, Edward Elgar Publishing Inc., 2001, 229 p.*

Emmanuel Nyahoho

Volume 33, numéro 4, décembre 2002

Les défis de la politique étrangère du Canada depuis le 11 septembre 2001

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/006676ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/006676ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

IQHEI

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Nyahoho, E. (2002). Compte rendu de [European Monetary Integration. Past, Present and Future. PENTECOST, *Eric J. et André* VAN POECKN. *Northampton MA, Edward Elgar Publishing Inc., 2001, 229 p.*]. *Études internationales*, 33(4), 798–801. <https://doi.org/10.7202/006676ar>

transforment la société en favorisant son développement économique. Ensuite, il est opportun de se servir du relais des organisations non gouvernementales pour améliorer l'efficacité de l'assistance. Enfin, il s'agit de promouvoir une redistribution réelle des revenus en faveur de la société de base, afin de favoriser le développement réel de la démocratie.

Francis Adams présente une analyse intéressante de l'histoire, des fondements et des objectifs de l'assistance économique des États-Unis à l'Amérique latine. Écrit dans un langage clair, même s'il omet de signaler les critiques des économistes radicaux ou marxistes, son ouvrage présente de manière objective le contenu réel de l'aide américaine. Il met en évidence cette contradiction entre une opinion publique persuadée de l'importance humanitaire mais aussi politique de l'aide, et la réalité de son financement, finalement peu élevé et donc peu rentable, si on la situe dans l'ordre des actions opportunistes de court et long termes.

Jacques FONTANEL

*Université Pierre Mendès France
Grenoble, France*

European Monetary Integration. Past, Present and Future.

*PENTECOST, Eric J. et André VAN
POECKN. Northampton MA, Edward
Elgar Publishing Inc., 2001, 229 p.*

Le passage à la troisième phase de l'intégration monétaire européenne, concrétisé par le lancement de la monnaie unique « euro » dès janvier 1999 alimente une profonde réflexion non seulement sur la rationalité de cette démarche, mais aussi sur la

nécessité de concevoir une nouvelle architecture financière internationale. En effet, le phénomène des crises de change n'apparaît plus comme un fait isolé, circonstanciel, mais au contraire ne cesse de se multiplier. Rappelons ici, la crise du système monétaire européen (SME) de septembre 1992, faisant état d'une spéculation sans précédent, la crise mexicaine vers la fin de 1994 conduisant à une chute percutante du peso ; la crise asiatique de 1997 dont on n'a pas su prévoir la virulence des effets de contagion, et tout récemment la crise en Argentine, pays littéralement acculé à une faillite économique généralisée. L'apparition séquentielle et la sévérité de ces crises illustrent assez bien l'importance pour un pays d'adopter un régime de change et une politique monétaire appropriée.

Mais, 12 pays européens ont fait leur choix, à savoir : une monnaie commune. Comment en sont-ils arrivés là? Quelles sont les modalités de fonctionnement de cette union monétaire ? L'UEM est-elle susceptible de s'étendre, d'abord aux autres pays membres de l'Union européenne (Danemark, Royaume-Uni, Suède) et ensuite aux pays de l'Europe de l'Est notamment la Bulgarie, la République Tchèque, la Hongrie, la Pologne, la Slovaquie et la Slovénie? Tels sont les sujets que cet ouvrage aborde, d'où son approche de puiser dans le passé, pour mieux circonscrire le présent et sculpter l'avenir. Ainsi l'ouvrage est structuré en trois grandes parties.

La première partie est celle du passé, s'étendant de 1979 à 1999, et a pour objectif essentiel d'expliquer la transition du SME vers l'union monétaire. Cette partie est précédée d'une

brève perspective historique de tentative de formation d'union monétaire en Europe et brille par sa clarté et ses implications de politiques. Les auteurs (Eric Pentecost et André van Poeck) nous rappellent les conditions ayant prévalu avant la mise en place de la Banque centrale en Italie et en Allemagne. On note que l'unification politique précède l'unification monétaire dans ces deux pays. Aussi une « union monétaire à l'intérieur d'un pays est susceptible de mieux réussir qu'une union monétaire entre pays ». Sur les expériences du SME, Eric Pentecost présente bien ses origines, ses caractéristiques, ses impacts et procède à une évaluation des critères de convergence pour l'adhésion des membres à l'union monétaire. Ici, l'auteur se sert à bon escient du concept de trilemme de politique (stabilité des taux de change, autonomie de politique monétaire, liberté du mouvement des capitaux) pour justifier le choix de politiques monétaires et soutient l'approche institutionnelle de création de monnaie unique au détriment de l'approche de marché parce que celle-ci est peu crédible pour imposer une monnaie dominante. Par ailleurs, cet auteur fait preuve d'une franchise remarquable lorsqu'il déclare que « The convergence criteria enshrined in the Maastricht Treaty are novel and largely without foundation in economic principles... The Primary motivation for these criteria was the concern of some member states, especially Germany, that EMU would have an inflationary bias ». Et de conclure : le passage graduel du SME à l'Union monétaire est politiquement motivé à presque toutes les étapes du processus.

Le reste de la partie 1 est consacré au débat sur les objectifs de politiques pouvant être assignés à la Banque centrale européenne. Deux chapitres y sont présentés ; celui de Friedrich Sell sur l'expérience d'union monétaire allemande, et celui sur la théorie générale des unions monétaires de Anke Jacobsen et Horst Tomann. Qui-conque cherche à évaluer le réalisme de la théorie des zones monétaires optimales (ZMO) (en anglais : *optimum currency area*) devrait lire le texte de Sell. Cet auteur explique clairement que l'union monétaire entre les deux Allemagnes (Est et Ouest) réalisée en juillet 1990 et la conversion de tous les Ostmarks en deutsche-mark ne répondent pas aux critères de ZMO. De plus, compte tenu des écarts prononcés de productivité entre l'Est et l'Ouest, l'union monétaire a entraîné un large transfert fiscal entre les deux régions. Le constat autorise l'auteur à conclure que le problème de redistributions fiscales entre les pays membres de l'UEM est d'autant plus sérieux que la mobilité de la main-d'œuvre intrarégionale est fort limitée et qu'il y a rigidité sur le marché du travail. Le texte de Jacobsen et Tomann apporte des informations additionnelles sur la ZMO et débouche sur des considérations de la crédibilité d'une monnaie commune.

La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée à l'analyse des politiques fiscales et monétaires de l'UME et comporte trois chapitres. Le premier chapitre aborde la politique monétaire avec le concours de Hubert Kempf qui décrit fort bien l'organisation institutionnelle du système européen des banques centrales (SEBC), les instruments de politiques et les objectifs

privilegiés, ainsi que l'aspect réglementaire. L'auteur explique que la conduite de la politique monétaire de l'Union vise l'objectif d'un taux d'inflation faible et stable (défini comme inférieur à 2 % par année) par le biais d'ajustement des taux d'intérêt de court terme. Les relations entre le SEBC et le Conseil Ecofin (conseil des ministres des Finances) ainsi que les possibilités de dissensions entre les pays membres de l'Union y sont également bien présentées. Le deuxième chapitre, assez bref et rédigé par Frank Barry, porte sur le volet fiscal. En se référant aux critères de convergence du traité de Maastricht, Barry souligne que cette austérité budgétaire qui ne distingue pas entre les dépenses de consommation et les dépenses d'investissement, peut conduire à des coupures dans les dépenses d'infrastructure et d'éducation, ce qui risque d'engendrer de profondes disparités régionales. Enfin, dans le troisième chapitre de cette partie d'ouvrage, André van Poeck et Alain Borghijs examinent les problèmes d'ajustement du marché du travail. Ce chapitre particulièrement bien documenté vise à savoir si l'UEM constitue une solution au problème aigu du chômage dans la plupart des pays membres. Après avoir présenté les données sur le chômage avant la formation de l'Union, les auteurs passent sur les facteurs explicatifs et débouchent sur l'analyse d'impact. Et comme on devrait s'y attendre, l'effet de l'UEM sur le chômage de la zone demeure ambigu. En effet, une des raisons principales de la persistance d'un haut taux de chômage dans chacun des pays membres est la rigidité du marché du travail. L'avènement de l'UEM risque d'une part, de favoriser

les négociations salariales sectorielles et pan-européennes, augmentant alors la rigidité au marché du travail, et d'autre part, de contribuer à réduire les coûts de transaction dont les prix et salaires, par l'élimination des divers taux de change.

La troisième partie de l'ouvrage aborde le futur et sur deux points précis : a) les relations entre les pays participants et les pays non participants ; b) le débordement de l'UEM avec l'adhésion possible des pays de l'Europe de l'Est. Heather Gibson et Euclid Tsakalotos ont analysé le premier de ces sujets en portant une attention spécifique sur le fonctionnement du SME ainsi que sur les autres critères de convergence. Les auteurs expliquent que les trois pays participants (Danemark, Suède, Royaume-Uni) pourront voir leurs devises sujettes à des attaques spéculatives et donc fluctuer au-delà des limites permises, rendant ainsi difficile leur adhésion à l'Union. Bien que cette observation soit plausible, nous estimons que l'appartenance de ces trois pays à l'Union monétaire serait davantage dictée par des considérations politiques que par la règle des critères de convergence. Quant à la future adhésion des pays de l'Europe de l'Est, Jens Hølscher et Lúcio Vinhas de Souza considèrent qu'il faudra d'abord envisager un mode de rattachement des devises de ces pays à l'euro.

La lecture de l'ouvrage permet de mieux comprendre la démarche empruntée par les pays européens en vue de leur intégration ainsi que les orientations de conduite de politiques monétaires et fiscales de cette zone monétaire. Chacun des sujets est abordé sous le double angle d'analyse

théorique et empirique. L'ouvrage a aussi le mérite d'être cohérent conformément à son titre qui annonce : le passé, le présent et le futur. Nul doute que cet ouvrage relativement court est bienvenu en ce moment de recherche de réformes de l'architecture financière internationale.

Emmanuel NYAHOHO

*École nationale d'administration publique
Université du Québec*

The Economic North-South Divide. Six Decades of Unequal Development.

*RAFFER, Kunibert et H.W.
SINGER. Northampton MA, USA,
Cheltenham, UK, Edward Elgar
Publishing, 2001, 293 p.*

Voilà un livre susceptible d'intéresser tous ceux qui suivent l'évolution de la coopération internationale. Comme l'indique le titre, le tout a commencé durant le second conflit mondial quand, sous l'instigation de Keynes, on a jeté les bases de ce qu'allaient devenir les fameux accords de Bretton Woods. Les économistes de ma génération ne manqueront pas de reconnaître un auteur qui a meublé leurs lectures de jeunesse. En effet, l'un des co-auteurs, H.W. Singer, du bien connu Institute of Development Studies de l'Université de Sussex, a publié en 1964 son *International Development : Growth and Change* qui n'a pas tardé à se tailler une place parmi les classiques qui ont marqué l'abondante littérature sur les pays, dits alors sous-développés, du début des années 1960. Il présente ici, avec un économiste de l'Université de Vienne, une synthèse en 14 chapitres,

aussi claire, concise que captivante des hauts, et surtout des bas, qu'ont connus les relations entre les pays identifiés aujourd'hui (rectitude politique oblige) suivant leur appartenance à l'hémisphère nord ou sud.

À tout seigneur tout honneur, l'ouvrage débute avec l'apport de John Maynard Keynes, le grand maître du Kings College de Cambridge, dont la pensée se trouve ici présentée sous la forme de quatre piliers. Le premier se rapporte à la gestion macroéconomique des variables monétaires et financières sous la direction, on l'aura deviné, d'une banque centrale d'envergure mondiale. Sa responsabilité devant être de favoriser partout le plein emploi en facilitant l'approvisionnement en liquidités. Une idée qui conduisit selon les auteurs à un deuxième pilier, qui lui, à tout le moins, a l'avantage d'être bien concret, soit la création de la Banque internationale de reconstruction et de développement bien connu par son sigle (BIRD) et qui se fera accompagner de la Banque mondiale. Toujours sous l'influence de Keynes qui s'était fait l'avocat de la stabilisation des prix des produits de base, suivra la mise en place d'un troisième pilier représenté par la création de l'Organisation mondiale du travail. Enfin, le quatrième pilier prit forme avec l'instauration d'un programme d'assistance placé sous l'égide des Nations Unies. Même si leur mise en œuvre s'éloigna souvent de leurs plans originaux, selon les auteurs, ces piliers ont été les éléments clés d'un système qui a bien servi la communauté internationale jusqu'à son effondrement en 1971. Pour eux, il importe aujourd'hui de retourner aux sources en développant cette